

Madame la Présidente,

Vous avez convoqué ce comité technique local pour nous parler de la fermeture définitive de trois postes comptables, de la réduction des horaires d'ouverture au public de deux sites des Finances Publiques, de la privatisation de la mission d'encaissement en numéraire, du service public sur internet et, pêle-mêle, de l'abandon de la mission d'accueil au profit de France Service, de buralistes de la Française des Jeux, de banque Postale, d'heures qui comptent double quand ça vous arrange et de l'inutilité de certains services en période de crise.

Voilà un ordre du jour qui, à n'en pas douter, aurait fait frétiller de bonheur votre prédécesseur.

12 ans après sa création, la DGFIP poursuit une trajectoire qui la mène tout droit vers le néant des services publics. Une administration qui garde en permanence le doigt sur le bouton auto-destruction : suppressions d'emplois massives, fermetures de structures innombrables, délocalisation de missions sur des centres inter-régionaux ou nationaux, privatisation de missions, remplacement d'agents par des sites internet. Tout cela ressemble à s'y méprendre aux grandes lignes d'un plan social.

Et que penser d'une administration qui, non contente de s'en prendre à ses emplois, ses structures et ses missions, ne respecte même plus l'histoire de ses propres métiers ?

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, le dernier volet de la réforme identifiée sous l'appellation mensongère de "Nouveau Réseau de Proximité" (NRP) sera effectif dans la Vienne, avec le remplacement de quatre postes comptables par un Service de Gestion Comptable (SGC), 4<sup>ème</sup> structure de ce type dans le département.

L'adaptation de notre réseau de trésoreries aux évolutions des collectivités elles-mêmes, avec la mise en place d'un réseau qui aurait été calqué sur les chefs-lieux des intercommunalités et non plus sur les chefs-lieux de cantons, aurait pu constituer le point de départ d'un projet cohérent, ambitieux et respectueux des métiers. Un projet qui aurait offert aux agents de réelles perspectives professionnelles et d'amélioration de leurs conditions de travail. Un projet honnête fondé, non pas sur le dénigrement des métiers et de ceux qui les exercent, mais sur la reconnaissance de la qualité du travail réalisé, le perfectionnement de nos métiers et le renforcement de notre présence comme interlocuteur unique des collectivités en matière de comptabilité publique.

Mais le NRP n'est rien de tout ça. Le NRP est un projet malhonnête, imposé aux agents par la force et vendus aux élus locaux après un simulacre de concertation. Contrairement aux affirmations mensongères dont est truffée la propagande de la Direction Générale, ce projet ne consiste pas à bâtir une organisation pérenne. Il vise, au contraire, à préparer le désengagement total de l'Etat dans la gestion des collectivités locales. Le NRP, c'est l'avant-dernière étape de la plus grande opération de destruction de métiers, de missions et de structures que l'on ait connu aux Finances, DGCP et DGI confondues. Le NRP, ce n'est pas le "Nouveau Réseau de Proximité", c'est "Notre Réseau Pulvérisé".

Cette machine à broyer sera remise en 2026, peut-être un peu avant, peut-être un peu après, lorsque les missions des SGC seront transférées aux collectivités, sous la forme d'agences comptables, si elles ne sont pas carrément offertes au secteur privé.

Comme vous le savez, nous n'avons pas le pouvoir institutionnel de nous opposer, dans cette enceinte, à la création de ce nouveau SGC, sinon, nous l'aurions bloqué comme les précédents.

Nous ne l'aurions pas bloqué en raison de son implantation à Neuville-de-Poitou : le fait de ne pas concentrer tous nos services sur Poitiers ne nous semble pas une mauvaise idée.

Nous l'aurions bloqué parce que les conditions d'accueil des agents ne sont pas réunies. Parce que le bâtiment qui doit, à terme, abriter ce poste comptable n'est pas encore sorti de terre, ni même dessiné sur un plan. Parce que les conditions de fonctionnement d'une structure disséquée en deux parties implantées sur deux sites distants d'une vingtaine de kilomètres constitue une aberration administrative qui va poser des problèmes de fonctionnement au quotidien et ce, pendant une durée d'au moins trois années. Car contrairement aux SGC de Châtellerauld et de Montmorillon qui fonctionnent avec une antenne (Loudun pour le premier et Civray pour le second), ce qui est déjà suffisamment compliqué, le SGC de Poitiers-extérieur sera une structure unique coupée en deux. Contraindre les agents à fonctionner dans des conditions pareilles est une nouvelle preuve de mépris de la part d'une administration totalement coupée du fonctionnement de ses propres services.

Certes, ce projet calamiteux vous a été laissé en héritage par le directeur précédent. Mais rien ne vous empêche d'expliquer à la Direction Générale qu'il y aura un peu de retard dans la mise en place de cette structure parce que le bâtiment n'est pas prêt. La DGFIP ne devrait pas s'écrouler parce qu'un SGC, tout là-bas dans la Vienne, n'aura pas été créé dans les délais.

Nous vous demandons donc une nouvelle fois de renoncer à la création de ce SGC au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Parmi les autres points de l'ordre du jour, nous vous interrogerons sur le mystère de ces heures qui comptent 120 minutes et non 60 lorsqu'il s'agit d'enfumer des élus locaux sur un nombre d'heures d'ouverture au public.

Puis nous vous questionnerons sur les débuts poussifs des paiements chez les buralistes de la Vienne, preuve s'il en était besoin de l'importance que représente pour les usagers le sérieux d'un guichet des Finances pour le paiement de leurs impôts et produits locaux, plutôt que le barnum d'une enseigne commerciale au milieu des jeux à gratter et des paquets de cigarettes.

Nous vous demanderons également de chiffrer le nombre d'emplois supprimés dans nos services au moyen du dernier gadget internet imaginé par la Direction Générale.

Enfin, le plan de continuité d'activité des services des Finances de la Vienne ayant passé sous silence certains services, nous vous demanderons si cela augure pour ces derniers un proche avenir en forme de porte de sortie.

Les élus FO DGFIP VIENNE